

## Exercice clos au 31 mars 2014 Restructuration financière

Le 15/07/2014

### EXERCICE CLOS AU 31 MARS 2014

Le Conseil de Surveillance a pris connaissance des comptes annuels clos le 31 mars 2014 arrêtés par le Directoire et audités par les Commissaires aux Comptes.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice clos au 31 mars 2014 ressort à 85,5 M€, en progression de 0,3 % à périmètre et taux de change constants (en baisse de 0,6 % comptablement). Toutes les activités ressortent en croissance à l'exception des ventes aux particuliers en France, impactées par une consommation des ménages très morose.

#### Résultat consolidé

(en M€)	2012/13	2013/14
Chiffre d'affaires	86,20	85,55
Résultat opérationnel courant	-3,03	-3,08
Résultat opérationnel	-2,22	-3,44
Coût de la dette	-0,80	-0,87
Autres résultats financiers	0,39	0,05
Impôts	-0,54	-0,49
<b>Résultat net</b>	<b>-3,22</b>	<b>-4,71</b>

Le résultat opérationnel courant est quasiment stable. L'impact du ralentissement des ventes aux particuliers en France est compensé par la dynamique des autres activités du groupe et par la baisse des coûts, malgré la mise en place d'une campagne de publicité télévisée en fin d'année 2013. Le résultat opérationnel ressort en perte de 3,4 M€ contre 2,22 M€ en 2012/13, exercice qui avait enregistré 1,0 M€ de plus-values sur cessions d'actifs.

Le coût de la dette ressort en légère croissance, et les autres produits financiers sont pratiquement nuls contre un profit de 0,4 M€ en 2012/13 réalisé sur des opérations de couverture de change. Dans ces conditions, après prise en compte de l'impôt, le résultat ressort en perte de 4,7 M€ contre une perte de 3,2 M€ un an plus tôt.

La marge brute d'autofinancement avant coût de la dette et l'impôt ressort positive à 0,3 M€ contre 0,5 M€ un an plus tôt.

Les flux de trésorerie générés par l'activité ressortent en déficit de 1,8 M€ contre un excédent de 2,8 M€ un an plus tôt. Ce flux se décompose en un flux de trésorerie de l'activité courante, en excédent de 2,0 M€, un décaissement de 0,5 M€ au titre d'un litige commercial préalablement provisionné, et un flux lié aux conséquences des négociations de refinancement intervenues en 2012/13. Après prise en compte d'investissements pour 3 M€, montant comparable à l'année précédente, le cash-flow libre traduit un besoin de financement de 5,6 M€.

Dans ces conditions, les dettes bancaires nettes ressortent à 24,6 M€ contre 20,3 M€, auxquelles s'ajoutent 2,7 M€ d'avances d'actionnaires.

#### RESTRUCTURATION FINANCIÈRE

Afin de pouvoir finaliser son redressement tout en faisant face à ses échéances financières, le groupe a signé le 4 juillet 2014 un accord avec ses principaux actionnaires, ses principaux créanciers et la société Diversita, propriété de Monsieur Philippe Spruch.

Cet accord s'articule autour de trois volets :

- Un volet industriel et commercial permettant d'accélérer

le développement des activités porteuses d'avenir, plus particulièrement à l'international, dans le retail en France et dans l'activité de sous-traitance industrielle ;

- Un renforcement des fonds propres de l'ordre de 20 M€ réalisé par des augmentations de capital successives : augmentation réservée de 8 M€ en numéraire souscrite par Diversita au prix de 0,35 euro par action ; augmentation réservée de 9,3 M€ par compensation de créances bancaires préalablement rachetées par Diversita, au prix de 0,70 euro par action ; deux augmentations réservées de 2,75 M€ souscrites par compensation de créances par Comir et Soparcif. Des Bons de Souscriptions d'Actions, exerçables pendant une période de six mois, seront préalablement attribués gratuitement à tous les actionnaires à l'exception des principaux actionnaires qui y ont renoncé. Ainsi les capitaux propres consolidés, proforma au 31 mars 2014, ressortiraient à 54 M€, avant exercice des Bons de Souscription d'Actions ;

- Une restructuration de la dette financière, par le biais de l'incorporation au capital de 12 M€ de dettes, conformément aux modalités décrites ci-après) et par un rééchelonnement de dettes d'un montant de 7,2 M€. Sur la base des comptes au 31 mars 2014, la dette financière nette proforma ressortirait ainsi à 7 M€ au lieu de 27 M€ actuellement.

Diversita sollicitera de l'AMF une dérogation à l'obligation de déposer une offre publique en raison de la situation de difficulté avérée du groupe, dans la mesure où la réalisation de ces opérations lui conférerait environ 68 % du capital. Pour sa part, Guy Degrenne sollicitera le visa de l'AMF sur le prospectus d'admission pour information des actionnaires. Il est envisagé que l'Assemblée Générale des Actionnaires soit convoquée pour une réunion devant se tenir le 30 septembre 2014, en vue de statuer sur ces opérations, et que la réalisation effective des émissions susvisées intervienne au plus tard le 3 octobre 2014.

#### PERSPECTIVES

(en M€)	Q1 2013/14	Q1 2014/15	Variation
Arts de la table	11,0	11,3	+2,4 %
Industrie	7,6	5,6	-26,5 %
<b>Total</b>	<b>18,6</b>	<b>16,9</b>	<b>-9,5 %</b>

Au premier trimestre, les ventes d'arts de la table ressortent en croissance de 2,4 %, avec une stabilisation en France et une croissance soutenue à l'international. Par contre, l'activité de sous-traitance industrielle a souffert d'une baisse de production pour le premier client du groupe en raison des travaux destinés à l'accroissement des capacités de la ligne de production. Ces nouvelles capacités seront opérationnelles en septembre 2014. En conséquence le chiffre d'affaires de cette activité ressort en recul de 26,5 % pour le premier trimestre. Ainsi, le groupe enregistre une baisse de 9,4 % de son chiffre d'affaires consolidé.

Malgré cette baisse de chiffre d'affaires, le groupe dispose des ressources financières nécessaires à son exploitation jusqu'à la réalisation des opérations de restructuration financière qui devraient être réalisées début octobre.

Le groupe a par ailleurs signé un contrat majeur avec Air France pour la fabrication de la vaisselle destinée à la nouvelle classe affaires, ainsi que la fabrication d'articles de service en inox pour la première classe et la classe affaires. Fabriqués dans les usines du groupe, ces produits pourraient représenter plus de 15 M€ de chiffre d'affaires sur les cinq années à venir.